

SECOND DEGRÉ 72

29 place d'Alger

72000 Le Mans

Tél : 02 43 28 69 58

Mobile : 06 44 02 53 20

Fax : 02 43 23 33 73

site internet : <http://snes72.org>

mél : snes72@nantes.snes.edu

LE MANS PIC

P4

Déposé
le 28/06/2022
Le Mans CTC

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Directeur de la publication : Laurent Blancs - CPPAP n°0220507091 - ISSN 1284-4490 Imprimé par nos soins - Mardi 28 juin 2022

Sommaire

Edito - Ivan va nous manquer	p. 1	Situation de l'allemand - Oral de DNB	p. 4
	p. 2		
Pressé que ça se termine ?	p. 3	Le second degré dans le rétro - Élections	p. 5 p. 6

L'ÉDITO

Bonnes vacances

par Laurent Blancs

Depuis notre dernière publication bien des choses se sont passées : Emmanuel Macron a été réélu au printemps dans les circonstances que l'on sait et, tout dernièrement, les élections législatives l'ont privé de majorité absolue.

Cette longue séquence a scellé le destin politique de Jean-Michel Blanquer : ancien chou-chou des médias et de la Macronie devenu boulet politique, Blanquer a été éjecté sans ménagement du nouveau gouvernement et les électeurs du Loiret lui ont permis de prendre conscience de sa réelle popularité. Battu dès le premier tour, il a bien tenté de contester les résultats mais, cette fois, impossible de nier la réalité comme il le fit si souvent (« on se contamine moins à l'école qu'ailleurs »), impossible de tripatouiller les résultats afin de les rendre plus favorables (comme lors du baccalauréat de 2020), impossible de se défausser sur quelqu'un d'autre (les méchants hackers qui paralysent les ENT de l'Éducation Nationale). Mauvais ministre, mauvais candidat, mauvais perdant, Blanquer quitte la scène politique en laissant derrière lui, après cinq longues années, une Éduca-

tion Nationale profondément traumatisée.

L'effondrement du nombre de candidats aux concours signe le bilan catastrophique de Blanquer : on ne veut plus devenir enseignant aujourd'hui dans ce pays. La rentrée prochaine s'annonce sous de biens mauvais auspices et la question de savoir s'il y aura assez de professeurs à mettre devant les élèves se pose sérieusement. Comment s'en étonner lorsque le point d'indice resté désespérément gelé alors même que l'inflation s'envole ?

Comment s'en étonner alors que des milliers de postes ont été supprimés alors même que les effectifs du second degré augmentaient, alourdissant les effectifs des classes ?

Comment s'en étonner alors que les enseignants sont en permanence méprisés dans leur professionnalisme ; constamment en butte à une hiérarchie convertie aux vertus du neo-management autoritariste et maltraitant ?

Comment s'en étonner lorsque les réformes les plus absurdes sont imposées contre l'avis majoritaire des enseignants ?

L'École va mal et les enseignants vont mal. Là est le vrai bilan de Jean-Michel Blanquer.

Son successeur, Pap Ndiaye, est estimable et nous évitera au moins les délires blanquéristes sur l'islamo-gauchisme et le wokisme. Mais il est difficile de lui faire confiance lorsque nous voyons qu'il annonce l'organisation de grands débats dans les établissements scolaires dès la rentrée « pour repenser le métier d'enseignant ». Nous en avons soupé de toutes ces grands-messes si caractéristiques du macronisme qui n'ont d'autre objectif que d'imposer des décisions déjà prises sous couvert de dialogue et de concertation. Le dernier « Grenelle de l'Éducation » a été une pitoyable pantalonnade, boycottée par la FSU, où des personnes étrangères au monde de l'éducation (un ancien rugbyman, un DRH... ont doctement humilié les enseignants en leur expliquant leur métier. Quant aux bénéficiaires pour les enseignants, nous attendons toujours et nous risquons d'attendre fort longtemps !

Si le nouveau ministre veut savoir ce que pense la profession, rien de plus facile : dans chaque établissement il existe des conseils d'administration où les élus du personnel font entendre la voix des collègues, rédigent des motions, expliquent leurs votes. Tout cela est consigné sur des PV qu'il suffit de lire.

Signalons également à PAP Ndiaye qu'il existe aux niveaux départemental, académique et national des organisations syndicales représentatives qui ne cessent de relayer les demandes du terrain. Il suffit de les écouter et de les entendre. Dans le souci de faire gagner du temps à tout le monde, le SNES-FSU, principale organisation syndicale du second degré, rappelle ses revendications les plus urgentes :

- une revalorisation immédiate et sans contrepartie d'aucune sorte. Il faut que le point d'indice soit immédiatement dégelé et que soit mise en place une politique de revalorisation réelle de nos métiers. Aucun enseignant, CPE, Psy-EN ne doit débiter sa carrière avec moins de 2 000 euros et aucun AED ou AESH ne doit commencer à travailler, pour un temps plein, à moins de 1 850 euros. Sans cela, nos métiers continueront à ne plus attirer.

- l'organisation d'un concours exceptionnel et l'utilisation des listes complémentaires afin de recruter rapidement et massivement des enseignants. Il en va de la faisabilité de la prochaine rentrée. Plus globalement, il faut entièrement revoir les conditions d'entrée dans le métier : exercer à plein temps lors de son année de stage peut être effrayant pour beaucoup.

- remettre totalement à plat la réforme du lycée et du baccalauréat, source de désorganisation profonde dans les établissements, et supprimer Parcoursup, système de triage social des élèves qui est un véritable scandale.

- il faut très rapidement se donner les moyens d'alléger les effectifs pléthoriques, tout particulièrement en collège. Il ne doit pas y avoir plus de 24 collégiens par classe (20 en éducation prioritaire) et les dédoublements doivent devenir la norme.

Ces premières mesures seraient, aux yeux du SNES-FSU, les seules à pouvoir rétablir la confiance entre la profession et le ministère. Nous sommes lucides et savons bien que la conjoncture politique n'est guère favorable mais nous ferons tout pour porter ces revendications pour le bien des collègues et des élèves.

Plus que jamais le SNES-FSU est déterminé à faire entendre haut et fort la voix de professions malmenées, méprisées, humiliées pendant 5 longues années. Nous aurons besoin de vous, de votre soutien pour continuer à vous défendre, à défendre l'École républicaine à laquelle nous croyons toutes et tous. Nous aurons besoin de toutes nos forces à la rentrée. Donc, d'ici là, bonnes vacances à toutes et à tous !

Ivan nous manque

Un de nos collègues/camarades, et non des moindres, s'apprête à tourner une double page. Après de bons et loyaux services, notre collègue Ivan Gâche, professeur de physique-chimie, s'apprête à effectuer ses dernières heures de cours au collège Henri Lefeuve d'Arnage, pour ensuite goûter désormais aux joies de sa nouvelle affectation à laquelle nous aspirons toutes et tous, la retraite. C'est une double page qui se tourne lorsque l'on est personnel de l'Éducation Nationale mais aussi militant. Rappelons qu'Ivan a été notre secrétaire départemental. Nous tenions tout particulièrement à le remercier pour son investissement sans faille durant toutes ces années.



Gratitudes

par Lionel Quesne

27 janvier : La manifestation interprofessionnelle pour l'emploi et la revalorisation des salaires rassemble plus de 1 000 personnes dans les rues du Mans.

Des revendications qui, dans un contexte de pertes accélérées de pouvoir d'achat et de postes non pourvus faute d'attractivité des métiers, exigent une satisfaction urgente mais qui se fait attendre. Merci qui ? Merci à Amélie de Montchalin et à son successeur, Stanislas Guerini pour cet empressement à prendre les problèmes à bras-le-corps.

8 février : Le lycée Malraux d'Allonnes souhaite ouvrir un BTS ST2S (sciences et techniques de la santé et du social). Pour le moment cette formation n'existe que dans le privé qui dispose ainsi d'une petite niche pédagogique bien à l'abri de la concurrence. Merci qui ? Merci la carte des formations conjointement dessinée par le rectorat et la région.

12 février : au Mans l'école privée hors contrat Jules Verne a ouvert en novembre 2019 en présence de Mme Morançais, mancelle présidente de région (LR) qui n'était pas venue les mains vides à l'inauguration puisqu'elle avait apporté 75 000 € à placer dans le petit corbillon. Le groupe Écologie Ensemble à la région, doutant fort de la légalité de ces largesses, la Région n'ayant pas compétence en matière d'écoles, avait saisi le préfet de Région. Celui-ci fait savoir que, par un courrier en date du 20 janvier, il a à son tour saisi la présidente de région « afin qu'elle [lui] précise sous deux mois les fondements juridiques et les références utilisées à l'appui de cette décision ». On attend la réponse... En attendant l'école J. Verne adresse ses plus vifs remerciements à Mme Morançais.

17 février : Oui Care crée son propre centre de formation des apprentis. L'apprentissage patronal, y a qu'ça de vrai pour avoir des employés à sa pogne ! Merci qui ? Merci patron.

19 février : De plus en plus d'élèves, collégiens et lycéens, font appel à des coaches qui les conseillent sur leur orientation. Qui ces professionnels doivent-ils remercier ? M. Blanquer, sa labyrinthique réforme du lycée ainsi que parcoursup.

On apprend ce même jour que l'association Blanche de Castille qui gère notamment l'école privée hors contrat du même nom (encore une) au Mans organise une conférence animée par la tête de liste LR aux dernières élec-

tions européennes, François-Xavier Bellamy. Cette petite causerie pédagogique et absolument pas politique nous assure-t-on sera abritée dans les locaux du musée municipal Plantagenêt. Merci qui ? Merci la mairie.

22 février : mobilisation au collège Berthelot du Mans qui pour 7 élèves en moins à la rentrée 2022 risque d'assister à la troisième fermeture de classe en deux ans. Cette suppression porterait à 27,6 le nombre d'élèves par classe, faisant du collège l'établissement où les effectifs par classe seraient les plus élevés de la Sarthe. Et ce alors qu'il est fréquent d'avoir dans ce collège un ou deux élèves en situation de handicap. On est bien d'accord messieurs Marois et Bouvier (respectivement recteur et DASEN 72), l'école inclusive est une priorité absolue. Pour avoir mis les moyens en adéquation avec vos intentions, élèves, familles et personnels vous adressent un grand merci.

23 février : à l'approche de l'ouverture de la saison des portes ouvertes, c'est-à-dire de l'ouverture des marchés dans les lycées, il ne sera pas dit que la concurrence sera libre et non faussée. Le rectorat s'apprête en effet à donner un petit coup de pouce au privé qui en avait bien besoin en attribuant la seule spécialité « sport » (EPPCS) du département au lycée Saint Charles – Sainte-Croix pour la rentrée de septembre. Tant pis pour le lycée Le Mans sud dont l'identité sportive n'est pourtant plus à démontrer. Devant la mobilisation des personnels et la sidération de la presse locale, M. Le recteur est amené à revoir sa copie et à annoncer rapidement une autre ouverture dans cet établissement public. Ouf, c'est pas passé loin. Merci M. Marois en tant que représentant du ministre de l'Éducation nationale, de penser d'abord à soutenir le service public.

23 mars : Prolongement de ce qui précède avec la publication rituelle du « palmarès » des lycées ou l'art de comparer au doigt mouillé des carpes et des lapins. Merci la presse pour ces informations qui n'en sont pas.

4 avril : mobilisation au lycée Yourcenar du Mans qui en 3 ans aura perdu 68 heures d'enseignement par semaine. C'est pas comme si après les confinements, il n'y avait pas besoin d'un surcroît de présence enseignante auprès des élèves pour combler des lacunes qui auraient pu voir le jour. Merci d'y avoir pensé.

5 avril : Journée de mobilisation des AESH pour sortir de l'invisibilité, de la précarité et de la pauvreté. On est d'accord, l'école inclusive est une priorité absolue (bis)...

mais en omettant de reconnaître les personnels qui s'en chargent. Un super grand merci à toutes celles et ceux qui ne sont pas choqués par cette vaste hypocrisie.

7 avril : Après la rubrique « portes ouvertes », la rubrique « on ferme ! ». En raison du passage du circuit de la Sarthe, le collège Simone Veil garde ses grilles fermées pour toute la journée alors que pendant les deux années passées sous le signe du covid on aura sans cesse entendu que maintenir ouverts les établissements était une priorité ! Oui mais là, c'est pas pareil, c'est du vélo. Vive le sport ! Pourquoi pas mais on croyait que l'idéal éducatif résidait dans un « mens sana in corpore sano ». Finalement un « corpore veloce » suffira. Merci Virenque.

29 avril : « Portes fermées » bis. L'ouverture de l'internat de prestige à La Bruère-sur-le-Loir, de plus en plus compromise pour cause de déboires judiciaires de son promoteur mis en examen à Agen pour menaces de morts et exécution de travail dissimulé. Les familles fortunées sont bien embêtées et le maire ne dit pas merci à cet entrepreneur sur qui il comptait pour développer l'emploi dans sa commune. La théorie du ruissellement prendrait-elle l'eau ?

23 mai : Par contre un autre internat ouvrira bel et bien, celui-là au collège Jules Ferry de Saint-Calais. S'il n'est pas de « prestige », il est au moins « d'excellence » et pourra accueillir 20 pensionnaires « méritants » choisis sur des critères familiaux et sociaux. C'est un peu le principe de l'arche de Noé : l'E.N. renonce à sauver tout le monde ; seuls quelques-uns pourront l'être. Les heureux élus sauront-ils remercier la République qui s'est tout de même montrée bonne fille.

7 juin : Les coordinateurs ULIS sont en grève pour dénoncer le manque de moyens en collège. Rappelons en effet que les élèves inscrits en ULIS ne sont pas comptabilisés dans les effectifs des classes ordinaires, ce qui empêche

parfois l'inclusion des élèves porteurs de handicap, faute de place dans des classes du fait d'un effectif déjà trop important. Par ailleurs, dans les unités les effectifs dépassent allègrement les dix élèves légalement prévus pour atteindre parfois les 14. Sans compter l'arrivée en septembre de tous les élèves du primaire relevant d'un dispositif analogue, il faut dès maintenant ouvrir davantage d'unités Douze seraient nécessaires ; une seule est actée dans la carte scolaire du 2nd degré présentée cet hiver par le directeur académique, Mathias Bouvier. Un grand merci à lui d'être aussi intimement persuadé que l'école inclusive est une priorité (ter).

23 juin : Les professeurs du collège Alexandre Maubousin de Mamers sont inquiets pour la rentrée de septembre et demandent l'ouverture d'une quatrième classe de 6°. En cause des effectifs à plus de 27 par classe alors que le collège accueille un bon nombre d'élèves allophones ainsi que des enfants placés au Belvédère, maison d'enfants à caractères social. Autant dire que ces élèves ont besoin d'une attention toute particulière qui semble difficilement conciliable avec les effectifs annoncés. Et les collègues de souligner : « le premier élément du projet académique 2018-2022 est la réussite de tous nos élèves. Comment pouvons-nous atteindre cet objectif dans des classes surchargées ? » C'est une excellente question. Merci de l'avoir posée.

23 juin bis : « Chahut » dans la rue pour fêter le Père Cent (100 jours avant le bac) au Prytanée de La Flèche : quinze élèves au garde-à-vous... euh, non, en garde à vue. Il faut dire que les brutions¹ avaient fait fort : casse de matériel, dégradations de locaux, personnel de surveillance injurié et molesté. Il faut dire aussi que dans brution, il y a brut. En tout cas la discipline se perd chez les futurs cadres de l'armée. Repos !

1. Brution est le surnom désignant les élèves et anciens élèves du Prytanée national militaire.

Élections professionnelles

par Jeffrey-Gaylord Remaud

Du 1er au 8 décembre prochain auront lieu pour les personnels de l'éducation nationale des élections professionnelles. Celles-ci se dérouleront par voie numérique après remise à chacun.e de notice et de matériel de vote. Ces élections revêtent un caractère extrêmement important pour la protection des personnels : en effet à cette occasion un certain nombre de collègues seront élu.es pour siéger dans des instances départementales et académiques. De cette campagne et de ses résultats découleront les

moyens accordés pour vous et nous défendre. Aussi nous invitons tous les collègues qui souhaitent s'investir dans cette campagne pour favoriser la réussite de la FSU et notamment du SNES à ne pas hésiter à prendre contact, quel que soit votre niveau d'investissement. Le SNES est attaché à la démocratie : les élections professionnelles c'est une occasion de la défendre et de la faire vivre.

A vous de faire en sorte que votre voix porte !